

2010

entre lucidité, veille et espérance

L'année 2010 qui commence apparaît encore marquée par « la crise dramatique » qui a frappé l'économie mondiale depuis 2008, provoquant une instabilité sociale grave et diffuse. Toute crise est une situation de transition caractérisée par son instabilité : elle oblige à adopter une « gouvernance » spécifique pour revenir au mode usuel de vie ou bien effectuer un changement salutaire. La gravité déjà visible des problèmes climatique, économique, migratoire, de la faim, de la répartition des ressources, de l'eau et de l'énergie, interpelle tout être humain de bonne volonté...

Fidèle à mon habitude (ceux qui me lisent régulièrement le savent) – voici une synthèse engagée, nourrie de lectures et de réflexions qui m'ont habité ces derniers mois, en particulier l'encyclique « écologique » de Benoît XVI, les témoignages d'économistes, de chercheurs, d'acteurs de notre monde qui ont eu à s'exprimer en 2009 sur ces sujets. Puissent ces « quelques pages » faire croître notre lucidité et maintenir éveillé notre esprit. Mais aussi ouvrir notre cœur à l'espérance d'un avenir proche où les hommes, après avoir compris et regretté leurs erreurs, renoueront salutairement avec le réel créé et leur véritable humanité, afin que la terre puisse devenir un lieu vivable pour tous, et connaître la « civilisation de l'amour » annoncée par le pape Jean XXIII !

Bonne année à chacun, et n'hésitons pas à échanger les uns avec les autres sur ces questions si importantes,

Martial Versaux

LUCIDITE

L'agriculture

« Comment demeurer indifférent face aux phénomènes tels que les changements climatiques, l'érosion et la désertification de grandes étendues de terre cultivable à cause de la surexploitation, la pollution des fleuves et des nappes phréatiques, l'appauvrissement de la biodiversité, l'augmentation des phénomènes naturels extrêmes, le déboisement des zones équatoriales et tropicales, les réfugiés de l'environnement (ces personnes qui, à cause de la dégradation de l'environnement où elles vivent, doivent l'abandonner – souvent en même temps que leurs biens – pour affronter les dangers et les inconnues d'un déplacement forcé) ?

Comment oublier, d'autre part, que la lutte pour l'accès aux ressources naturelles est l'une des causes de plusieurs conflits, entre autres en Afrique, ainsi que la source d'un risque permanent dans d'autres cas ? Par ailleurs, il y a encore de vastes étendues, comme en Afghanistan ou en Amérique Latine, où malheureusement l'agriculture est encore liée à la production de drogue, et où elle constitue une source non négligeable d'emploi et de subsistance. Si on veut la paix, il faut reconvertir de telles activités et ne pas se résigner au trafic de la drogue et aux graves problèmes que celle-ci engendre »¹.

On déplorera que la sécurité alimentaire soit compromise par une gouvernance mondiale faible, la mauvaise gestion des systèmes financiers, le détournement des terres agricoles au profit des cultures non vivrières (réclamées par le marché global), l'utilisation massive et dangereuse de pesticides, alors que la culture biologique coûte au final moins cher. « Les décisions agricoles ne sont pas aux mains des populations, mais de ceux qui contrôlent le crédit et la distribution des nouvelles technologies, le transport, la distribution et la vente des produits »¹. Le Pape dénonce aussi : « certaines formes de subventions qui perturbent gravement le secteur agricole », autrement dit l'agriculture subventionnée des pays riches ; « la persistance de modèles alimentaires orientés seulement vers la consommation et dépourvus de perspectives de plus grande envergure », autrement dit la division internationale du travail agricole assujettie aux pseudo-besoins des mêmes pays riches ; surtout « l'égoïsme qui permet à la spéculation de pénétrer même sur le marché des céréales, mettant la nourriture sur le même plan que toutes les autres marchandises ».

La Faim

En novembre 2009, Benoît XVI a indiqué à la FAO que « le premier but commun est de remporter dès que possible le combat contre la faim et la malnutrition dans le monde, puisque se confirme le fait que la terre est en mesure de nourrir tous ses habitants, pourvu que l'égoïsme ne conduise pas à l'accaparement par quelques-uns des biens destinés à tous ! ». Cela implique une véritable révolution économique et une conversion du modèle de développement mondial : c'est ce qu'exigent désormais non seulement le scandale de la faim, mais également les urgences liés à l'environnement et à l'énergie ». Alors qu'un milliard d'êtres humains sont sans le nécessaire pour s'alimenter, un autre milliard avec un dollar par jour et un troisième milliard avec deux dollars par jour, le gâchis alimentaire occidental est un scandale : chaque année les pays développés jettent 30 % de leur nourriture, 40 % en période de Noël ! Où allons nous ?

Les armes

L'Afrique demande actuellement aux états du monde 83 milliards de dollars annuels pour lutter efficacement contre la faim. Par comparaison, ces états dépensent chaque année 1340 milliards de dollars pour leur armement. Et seulement 10% de ces sommes suffiraient à fournir à tous les êtres humains de la planète l'accès à l'alimentation, l'eau, la santé et l'éducation de base ! Ainsi, d'énormes ressources économiques mondiales sont absorbées à des fins d'augmentation des dépenses militaires et de développement d'arsenaux nucléaires, alors qu'elles pourraient être destinées au développement des peuples les plus pauvres. C'est pourquoi l'Église espère fermement que, lors de la prochaine Conférence d'examen du Traité de non prolifération des armes nucléaires, « soient prises des décisions efficaces en vue d'un désarmement progressif, visant à libérer la planète des armes nucléaires ». Plus généralement, elle déplore que « la production et l'exportation des armes contribuent à perpétuer conflits et violences. A l'incapacité des parties directement impliquées à s'extraire de la spirale de violence et de douleur engendrée par ces conflits, s'ajoute l'apparente impuissance des autres pays et des organisations internationales à ramener la paix, sans compter l'indifférence quasi résignée de l'opinion publique mondiale »¹.

Les conséquences des changements climatiques

Dans les prochaines décennies, le risque de famine et de malnutrition pourrait augmenter comme jamais auparavant. Les régions plus chaudes, plus pauvres et beaucoup plus peuplées de la planète risquent de subir de plein fouet une crise alimentaire consécutive à des denrées plus chères et à des productions plus aléatoires. En effet, les changements climatiques vont y perturber les cycles productifs saisonniers et entraîner des pertes de récoltes et des phénomènes récurrents de sécheresse et d'inondations qui vont ravager les zones agricoles. Les zones côtières, en raison d'une surcharge de sel due à une élévation du niveau de la mer, pourraient être inondées ou devenir inaccessibles à l'agriculture. En Afrique, la hausse des températures augmente déjà la propagation des maladies. D'ici 2050, là où les changements climatiques se feront particulièrement sentir, la faim pourrait augmenter de 10 à 20% et la malnutrition infantile se révéler cinq fois plus importante qu'actuellement. L'ONG Caritas affirme qu'ils sont une grave entrave aux efforts déployés depuis 50 ans pour tenter de mettre fin à la tragédie de la faim, qui tue chaque année, dans les pays pauvres, près de 3,5 millions de personnes, surtout des enfants. Or, la faim chronique pourrait se généraliser dans nombre de régions du globe et devenir "la tragédie humaine déterminante de ce siècle", s'alarme Oxfam International dans ce rapport intitulé « qu'est-il arrivé aux saisons ? ». La communauté humanitaire, conclut Caritas, doit être préparée à des événements climatiques extrêmes et à faire face à la situation d'insécurité alimentaire en renforçant aussi bien la prévention des crises que les réponses à celles-ci. Des mesures peuvent et doivent être prises pour accroître la production de denrées alimentaires: "le potentiel agricole de la planète est exploité à moins de 60%. Il y a encore suffisamment de terres pour nourrir tout le monde, même avec un niveau démographique mondial de 9,2 milliards d'habitants, chiffre actuellement avancé par l'ONU pour 2050", souligne l'ONG spécialisée dans la lutte contre la pauvreté et les injustices.

Dans ce contexte, l'échec des négociations de Copenhague est plus que décevant après deux ans de négociations et deux semaines intenses qui ont mobilisé des dizaines de milliers de participants et plus de 100 chefs d'état. "Nous sommes écœurés de l'incapacité des pays riches à s'engager sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre qu'ils savent être nécessaires, en particulier les Etats-Unis qui sont historiquement le premier émetteur mondial" (Nnimmo Bassey, président africain des Amis de la Terre). "Affligeant et consternant", déclare Nicolas Hulot : "cela faisait deux ans qu'on travaillait... pas pour arriver à ce résultat !". « Ce Sommet est la preuve de l'incapacité des chefs d'état de la planète de répondre à un enjeu global sans précédant sans rester cloisonnés dans des intérêts nationaux à très court-terme »².

Or, les pays riches sont aujourd'hui responsables des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre, mais ce sont les populations les plus pauvres qui sont les premières et les plus importantes victimes du changement climatique. « Le processus enclenché, même si nous changions radicalement, va encore entraîner dans les années à venir, famines, manque d'eau potable, épidémies, canicules, catastrophes dites "naturelles", déplacement de populations. Néanmoins, ce constat nous pousse à réfléchir, et à agir, et il ne faut pas le faire mollement en prêtant a priori à l'homme la capacité de faire face à cette situation, en disant négligemment "on en a vu d'autres !" et en faisant confiance aveuglément à la science »².

Soulignant de façon frappante la responsabilité humaine dans la dégradation de l'environnement, Benoît XVI appelle donc maintenant la communauté internationale à se ressaisir et demande à nouveau des accords internationaux contraignants pour la sauvegarde de l'environnement, qui soient utiles et justes pour tous. Oxfam affirme que pour parvenir à de tels accords, les pays riches ont deux responsabilités: réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre et soutenir les pays pauvres à faire de même. Près de la moitié de ces réductions doivent s'effectuer grâce à la mise en place d'un « mécanisme global d'atténuation et de financement » qui fournira aux pays pauvres les moyens de limiter leurs émissions.

« La création est le don précieux que dans sa bonté Dieu a fait aux hommes. Ils en sont les administrateurs et doivent donc tirer toutes les conséquences de cette responsabilité. Les hommes ne peuvent ni la décliner ni la fuir en la reportant sur les générations à venir », a déclaré le Pape. « Il faut associer la responsabilité environnementale à l'urgence de mettre fin aux scandales de la misère et de la faim », a-t-il insisté : « la dégradation continue de l'environnement constitue une menace directe pour la survie de l'homme et pour son développement lui-même ; et elle risque même de menacer directement la paix entre les personnes et les peuples »¹.

Les ressources naturelles

« Le déclin des ressources d'hydrocarbures sur lesquels reposait notre modèle de société, donc la fin de l'énergie bon marché, implique la fin de la croissance économique, la fin du productivisme industriel, la fin de l'Union européenne libre-échangiste, la fin de l'aviation commerciale de masse, la fin de la grande distribution. Les émissions de gaz à effet de serre vont s'accroître du fait de l'industrialisation globalisée, au point que la fameuse limite des deux degrés au-delà desquels les conséquences des changements climatiques deviennent incontrôlables ne sera pas tenable. La concurrence qui s'accroît de plus en vite autour des ressources pourrait bien dégénérer en affrontements. Désormais, c'est l'avenir des générations futures que l'on va obérer, notamment par l'envol de la dette publique et la surexploitation des matières premières » (Harald Welzer, chercheur en psycho-sociologie).

(En)jeux de la finance

« L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. Jamais dans le passé une pareille accumulation de promesses de payer ne s'était constatée. Jamais sans doute une telle instabilité potentielle n'était apparue avec une telle menace d'effondrement général ». C'est le prix Nobel d'économie Maurice Allais qui écrivait cela en 1998...

« L'année 2009 a été celle de la crise financière et économique. L'illusion serait de croire que nous en sommes sortis et que tout va pouvoir continuer comme avant. Même si des décisions énergiques de certains gouvernements européens ont évité l'effondrement de l'ensemble du système économique, nous savons que ce fut au prix d'une injection massive de capitaux par les Etats, et que cette dette énorme devra un jour être résorbée »⁸. Mais surtout, « un an après le début de cette crise déclenchée par l'effondrement de l'immobilier aux Etats-Unis, qui continue à faire sentir ses effets sur l'économie mondiale, tous les ingrédients sont réunis pour qu'apparaisse la suivante »⁴, avertit Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie. « Les banques sont encore plus grosses qu'avant, elles ont toujours leur activité orientée vers la spéculation plutôt que vers la gestion du crédit et des prêts. La finance ressemble toujours à un casino. Les investisseurs sont toujours obsédés par les gains à court terme au détriment de la performance sur le long terme ». Harrison Hong, un économiste de l'université de Princeton, estime que cette logique qui anime les investisseurs les conduit également à oublier la crise précédente. « A mon avis, nous connaissons une répétition de ce scénario », prédit Hong. Bien sûr, nous espérons tous qu'ils se trompent, et que « le syndrome du Titanic » - dont Nicolas Hulot a fait le titre d'un film - reste un avertissement qui nous permette de redresser la barre ! Encore faut-il comprendre nos erreurs, et avoir la volonté de changer...

« On est arrivé à la fin d'un cycle, qui est l'utopie du progrès, idée uniquement fondée sur les moyens, à travers la technologie et les performances. Sans jamais se poser une seule fois la question du sens et des buts. Il ne s'agit pas de critiquer a posteriori tout ce qui a été fait, mais de réfléchir à cette question : est-ce que ce qui a été un modèle de progrès dans un passé récent le sera pour notre avenir à tous ? »⁹

VEILLE

L'explosion du « volcan de la finance mondialisée » a été meurtrière, mais peut marquer le début d'une révolution des mentalités. « Beaucoup de gens ouvrent les yeux, découvrant la vraie nature du système qui les régent depuis vingt ans, un système qui bénéficie à une poignée quand il fonctionne à plein régime, mais entraîne tout le monde dans sa chute lorsqu'il hoquette. Fasse le Ciel qu'ils en tirent les conséquences, et que soient nombreux ceux qui laisseront les illusions, diversions, combats de retardement, pour rompre avec lui et rouvrir les portes d'un avenir aux dimensions humaines »².

« Les défis auxquels l'humanité se trouve aujourd'hui confrontée appellent certainement une mobilisation des intelligences et de la créativité de l'homme, une intensification de la recherche appliquée en vue d'une plus efficace et plus saine utilisation des énergies et des ressources disponibles. Mais la question écologique ne doit pas être affrontée seulement en raison des perspectives effrayantes que la dégradation environnementale dessine à l'horizon. C'est la recherche d'une authentique solidarité à l'échelle mondiale, inspirée par les valeurs de la charité, de la justice et du bien commun, qui doit surtout la motiver. Si l'on veut construire une vraie paix, comment serait-il possible de séparer, ou même d'opposer, la protection de l'environnement et celle de la vie humaine ? C'est dans le respect que la personne humaine a d'elle-même que se manifeste son sens de la responsabilité pour la création »¹.

L'oubli de Dieu défigure en même temps l'homme et la nature

« Il y a vingt ans, quand tomba le mur de Berlin et quand s'écroulèrent les régimes matérialistes et athées qui avaient dominé pendant plusieurs décennies une partie de ce continent, n'a-t-on pas pu prendre la mesure des profondes blessures qu'un système économique privé de références fondées sur la vérité de l'homme avait infligé non seulement à la dignité et à la liberté des personnes et des peuples, mais aussi à la nature, avec la pollution du sol, des eaux et de l'air ? La négation de Dieu défigure la liberté de la personne humaine, mais dévaste aussi la création »¹.

« Les racines profondes de la crise écologique résident dans une mentalité courante égoïste et matérialiste, oublieuse des limites inhérentes à toute créature, et qui menace également la création par les dommages qu'elle provoque à l'environnement, partout dans le monde. Car le désir de posséder et d'user de façon excessive et désordonnée des ressources de la planète est la cause première de toute dégradation environnementale »¹. En effet, dans leur ouvrage

« Les autoroutes du mal »⁷, deux journalistes montrent comment la somme planétaire d'actes mauvais finit par produire des "structures de péché", « machineries sociales qui prennent leur autonomie et se mettent à usiner leurs propres conséquences, en orientant la vie des populations. C'est le cas du productivisme industriel et agro-alimentaire et du casino financier qui tyrannisent le monde et ont une responsabilité dans la crise environnementale et l'iniquité du Nord envers le Sud »². Jean-Paul II allait déjà dans le même sens : « c'est maintenant l'ampleur dramatique du désordre écologique qui nous enseigne à quel point la cupidité et l'égoïsme, individuels et collectifs, sont contraires à l'ordre de la Création, dans lequel est inscrite également l'interdépendance mutuelle ». Un propos que complète Benoît XVI: « à l'origine de la nature dans son sens cosmique, il y a un dessein d'amour et de vérité ! Le monde n'est pas le fruit d'une nécessité quelconque, d'un destin aveugle ou du hasard. Il tire son origine de la libre volonté de Dieu, qui a voulu faire participer les créatures à son être, à sa sagesse et à sa bonté. Mais l'être humain s'est laissé dominer par l'égoïsme, en perdant le sens du mandat divin dans sa relation avec la création ; il s'est comporté comme un exploiteur, voulant exercer sur elle une domination absolue. Quand, au lieu d'accomplir son rôle de collaborateur de Dieu, l'homme se substitue à Lui, il finit par provoquer la rébellion de la nature plus tyrannisée que gouvernée par lui ».

Révision courageuse de nos modes de vie

Ainsi, « les enjeux de la crise vécue et la mise en œuvre d'un vrai développement dépassent de beaucoup le sauvetage d'un équilibre, - ou d'un déséquilibre - qu'il soit financier ou écologique, et nous invite à poser la question d'une solidarité universelle qui remet en cause l'ensemble du fonctionnement réel des échanges et des pratiques et pas seulement quelques incivismes locaux vis-à-vis de la nature et quelques dysfonctionnements de la virtualité financière. L'usage plus raisonnable des biens de ce monde appelle à une révision courageuse de nos modes de vie pour réduire la consommation toujours croissante, souvent au détriment de pays moins développés qui subissent les dommages de notre traitement de la nature »⁸. Par exemple, le tourisme de masse est l'un des facteurs de réchauffement de la planète par la pollution dégagée par les moyens de transport. « Il faut inviter les 900 millions de voyageurs du monde à renoncer à une certaine dimension égoïste du tourisme, et à percevoir le sens de la limite ».

La faim

Il n'est pas possible de continuer d'accepter l'opulence et le gaspillage tandis que la pauvreté augmente depuis dix ans sur toute la planète, et que s'éloigne l'espérance de mettre fin à l'extrême pauvreté avant 2015 (l'un des huit "objectifs de développement du millénaire"). « La faim et la malnutrition sont inacceptables dans un monde qui dispose de niveaux de production, de ressources et de connaissances suffisantes pour mettre fin à ces drames et à leurs conséquences »¹. Un propos relayé par Jacques Diouf, directeur général de la FAO: « il y a sur la terre suffisamment de moyens financiers, de technologies efficaces, de ressources naturelles et humaines pour éliminer définitivement la faim du monde ! ». L'Église catholique, qui prête toujours attention aux efforts pour vaincre la faim, soutient l'action solidaire, programmée, responsable et régulée, que toutes les composantes de la communauté internationale sont appelées à entreprendre. Elle invite à « une révision solidaire des politiques agricoles mondiales, et une plus grande attention à la dignité des agriculteurs, réels acteurs du développement et de la sécurité alimentaire. Car la terre – bien à destination universelle - est l'élément auquel est confiée la survie de l'humanité »¹. Elle encourage et soutient depuis longtemps l'investissement dans la petite agriculture des pays pauvres (centrée sur les petits cultivateurs et sur leurs familles) comme une solution durable au problème de leur insécurité alimentaire. Elle invite les gouvernements politiques à assurer la transparence des marchés financiers, l'équité commerciale envers les pays pauvres, des investissements pour la sécurité alimentaire et les dépenses sociales, et des interventions économiques rapides pour alléger les souffrances du milliard d'êtres humains qui ont faim.

Capitalisme, libéralisme, relativisme

« Le capitalisme pur sacrifie l'homme au profit, à l'argent. Au Nord, il l'exploite, lui fait mener une vie absurde et mutilante, le traite comme un simple consommateur, et finalement comme du personnel jetable ; et au Sud, il le spolie de ses terres et de son avenir, en lui rendant inaccessible des éléments vitaux ! Dans sa première phase, 1800-1900, il a ravagé les peuples en les prolétarisant, et a engendré une terrible réaction: le communisme. Dans sa deuxième phase, 1900-1990, il a dû composer avec les forces sociales puis politiques qui l'ont forcé à se soumettre à des lois de justice humaine. Mais dans sa troisième phase, après la chute du mur de Berlin, il est redevenu ce qu'il est à l'état pur : inhumain, sa logique étant de faire argent de tout, y compris le pire ou le plus fou »².

A la base de la crise mondiale actuelle, il y a l'instrumentalisation de l'individu depuis 20 ans par l'idéologie libérale économique et financière qui a détruit tout repère éthique, avec comme seule perspective le matérialisme mercantile, c'est-à-dire « des horizons techno-marchands qui réduisent l'humain au lieu de le grandir »⁶. En effet, « cette idéologie croit exalter la liberté individuelle en la soustrayant à toute limitation, en la stimulant par la recherche exclusive de l'intérêt et de la puissance. Mais ce qui compte pour elle, c'est la démultiplication illimitée de tous les désirs et de leur autosatisfaction acheteuse. D'où la suppression de tous les repères éthiques qui briment la liberté en triant les désirs et donc en réduisant la gamme des autosatisfactions acheteuses »⁵. Le climat de ce système est le relativisme (pour rentabiliser toutes les pulsions de l'individu), dont la dictature ne reconnaît rien de définitif et ne laisse comme mesure ultime que le moi et ses envies. « Il faut changer le système économique qui mène le monde occidental, et qui repose sur le relativisme »¹.

La fin d'une époque

« Ce qui pose problème dans nos sociétés, ce sont nos excès. La planète nous fixe des limites. Comment prospérer sans croître, c'est l'équation du "développement durable". Or, nos élites ont été formatées sur un modèle économique unique : elles considèrent la croissance comme la solution à tous les problèmes, alors que, malheureusement, telle qu'elle est faite, elle est une partie des problèmes [...]. Notre économie repose sur l'exploitation des matières premières, et si on arrive à épuisement de la plupart des stocks, je ne vois pas comment les systèmes sociaux et économiques vont perdurer et comment nos démocraties vont résister. Au fond, toutes ces crises, économique, écologique et alimentaire, se conjuguent pour n'en former qu'une seule, qui est systémique et culturelle. Il est temps de passer de l'illusion de l'abondance à la réalité de la rareté. Je suis persuadé que nous sommes condamnés à une croissance sélective. Il y a des flux qu'il faut réguler ou tarir, comme le pétrole, avant qu'ils ne s'assèchent d'eux-mêmes. Il y en a d'autres qu'il faut suspendre pour leur permettre la régénération, telles les ressources marines ou l'exploitation des forêts. Enfin, il y a des flux qu'il faudra interdire parce qu'on n'en sera pas moins heureux pour autant. Et puis il va aussi falloir qu'on partage les richesses, car dans un monde connecté on ne peut plus laisser cohabiter de telles injustices entre les pays du Nord et ceux du Sud. L'autre vertu de cette crise est qu'elle met au grand jour notre communauté de destins. Le réchauffement climatique ne met personne à l'abri sur la Terre (montée des eaux, sécheresse, cyclones...). Cela devrait nous obliger à nous rappeler que nous faisons partie d'une seule et même famille : la famille humaine »³.

ESPERANCE

A côté des menaces qui pèsent sur la planète, notre optimisme se fonde sur des facteurs encourageants, comme les efforts énormes déployés par de nombreuses ONG pour la lutte contre la faim et la protection de l'environnement. Mais si l'on veut être à la hauteur de l'enjeu qui est le destin de l'humanité, il va falloir inventer une économie sobre, relocalisée, décentralisée, auto-suffisante, par la décroissance de la consommation de matières et d'énergie. Ce qui veut dire: mobiliser la société autour d'une économie solidaire et sociale, d'abord par une prise de conscience de masse et un renouveau du politique. Puis encourager à un nouvel art de vivre, durable, plus équitable et plus heureux, comme en témoigne ce bel engagement du mouvement Pax Christi: « afin de signifier notre espérance qu'il est possible d'habiter la Terre sans la dégrader, nous nous engageons, en fonction de nos moyens, à modifier nos comportements dans un ou plusieurs domaines de notre vie quotidienne : l'alimentation, les transports, l'habitat, les loisirs, le travail. Nous décidons d'orienter nos existences vers des modes de vie sobres, responsables et solidaires ».

Œuvrer globalement pour le climat

La grande nouveauté de cette lutte pour établir un équilibre climatique est que tous les pays du monde se lient en un même combat. S'il s'agit réellement d'un danger physique menaçant l'équilibre terrestre, et c'est ce que semblent montrer toutes les études scientifiques actuelles, alors, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un front commun global est requis pour contrecarrer efficacement les modalités d'exploitation de l'environnement qui s'avèrent néfastes. Benoît XVI a appelé à instaurer une autorité mondiale pouvant agir opportunément en la matière, une autorité légitime pour résoudre des problèmes qui, de soi, dépassent les compétences particulières des nations (principe de subsidiarité). Car nous avons « le grave devoir de laisser la terre aux nouvelles générations dans un état tel qu'elles puissent elles aussi l'habiter décentement et continuer à la cultiver. Il en va du destin même de certaines nations »¹.

De nombreux pays en développement ont déjà franchi d'importantes étapes pour réduire leurs émissions et souligner leur volonté de négocier des actions plus importantes, avec le soutien financier et technologique des pays riches. Le Mexique s'est par exemple engagé à réduire de moitié ses émissions d'ici à 2050, et la Chine est leader dans le domaine des financements des énergies renouvelables.

Partager les ressources

« L'un des points principaux que la communauté internationale doit affronter, est celui des ressources énergétiques, en trouvant des stratégies communes et durables pour satisfaire les besoins de cette génération et des générations futures. L'accaparement des ressources énergétiques non renouvelables par certains états, groupes de pouvoir ou entreprises, constitue un grave obstacle au développement des pays pauvres, et nécessite que la communauté internationale trouve les voies institutionnelles pour réglementer l'exploitation de ces ressources, en accord avec les pays pauvres.

Dès maintenant, il est urgent que les pays technologiquement développés s'engagent dans la voie de la décroissance de la consommation d'énergie, car il leur est possible d'améliorer aujourd'hui la productivité énergétique, les conditions de son utilisation, en même temps que de faire progresser la recherche d'énergies alternatives dont l'impact environnemental est moindre. Mais une redistribution planétaire des ressources est également nécessaire afin que les pays qui n'en ont pas puissent y accéder. Il faut donc conduire le corps social à transformer son rapport à la consommation d'énergie, car un mode de vie différent ne se résumera pas à une série d'innovations pratiques ».¹

Il faut aussi préparer des politiques appropriées pour la gestion des forêts, pour l'élimination des déchets, pour la valorisation des synergies existantes entre l'opposition aux changements climatiques et la lutte contre la pauvreté. Des politiques nationales ambitieuses, accompagnées par un engagement international apporteront d'importants avantages surtout à moyen et long terme. « Il est nécessaire, enfin, de sortir de la logique de la seule consommation pour

promouvoir des formes de production agricole et industrielle respectueuses de l'ordre de la création et satisfaisantes pour les besoins essentiels de tous les humains ».

Soutenir financièrement les plus faibles

Un autre enjeu est d'encourager « une nouvelle orientation des systèmes financiers et économiques vers les principes de la justice, de la solidarité et de la subsidiarité »¹. Il faut protéger les pauvres à travers des mesures de stabilisation à court terme, en adoptant dans le même temps des mesures à plus long terme pour assurer des flux financiers durables et réduire la possibilité que se produise une nouvelle crise. La communauté internationale a le devoir de se concentrer sur une série de mesures immédiates et urgentes pour limiter les effets de la crise actuelle, particulièrement pour les pays pauvres, et faciliter leur accès aux médicaments. « Si le monde a pu mobiliser plus de 18.000 milliards de dollars pour maintenir à flot le secteur financier, il peut trouver plus de 18 milliards de dollars pour maintenir ses engagements envers l'Afrique ! » (Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU). Et pourquoi ne pas annuler enfin la dette des pays pauvres ?

Renouer avec les vertus relationnelles

Pour Paul Dembinski, directeur de l'Observatoire de la finance, « la financiarisation universelle a déformé le sens de la vie économique – et de la vie tout court, débouchant sur « la prééminence quasi-absolue de la transaction au détriment de la relation ». La patience, la loyauté, la durée et la confiance, piliers de la relation, se sont affaiblies avec pour conséquence une montée en puissance de la méfiance, et du sentiment d'insécurité dans nos rapports aux autres.

Œuvrer pour le bien commun

Un scepticisme croissant s'est aussi manifesté depuis quelques années quant à l'exercice de la politique nationale ou européenne, parce qu'elle semble ne plus avoir prise sur le réel. Je pense sincèrement que Nicolas Hulot a raison quand il dit que le clivage gauche-droite-centre n'est plus opérant et qu'il faut se situer autrement. Il s'agit tout d'abord de remettre l'activité politique à la place qui lui revient, en lui rappelant que sa noble fonction est de faire prévaloir le bien commun sur les intérêts particuliers, quels qu'ils soient, et que sa mission est de servir et non de se servir. Ensuite, « la gouvernance de la mondialisation, de nature subsidiaire, réclame certainement une autorité, puisqu'est en jeu le problème du bien commun qu'il faut poursuivre ensemble »¹. Benoit XVI appelle à une autorité politique mondiale qui permettrait d'intervenir sur des situations telles que les paradis fiscaux, la régulation financière, les abus spéculatifs. Pour que les nations du monde trouvent une voie commune pour protéger la création, il a souligné l'importance d'une réforme de l'ONU, déjà souhaitée par Jean-Paul II pour renforcer l'autorité mondiale et veiller au bon emploi des aides allouées.

Une économie au service de l'homme, et non pas le contraire

La crise actuelle est celle d'un système étendu à la totalité de la planète, et qui prétendait réduire la vie humaine aux échanges économiques vus selon un certain angle. Or, « l'activité économique ne peut résoudre tous les problèmes sociaux par la simple extension de la logique marchande. Celle-là doit viser la recherche du bien commun, que la communauté politique doit d'abord prendre en charge. C'est pourquoi il faut avoir présent à l'esprit que séparer l'agir économique, à qui il reviendrait simplement de produire de la richesse, de l'agir politique, à qui il revient de rechercher la justice au moyen de la redistribution, est une cause de graves déséquilibres »¹. Pour construire un monde où la personne humaine soit au centre de l'organisation sociale, voici deux propositions étrangères à la pensée unique:

« Il faut introduire les principes de gratuité et de don », ce qui conduit le Pape à prôner le développement d'entreprises non tournées vers le profit mais vers des buts mutualistes et sociaux, et plus généralement de retrouver le sens de la coopération, de l'économie solidaire, par exemple les entreprises associatives membres du réseau « Tissons la solidarité ». Il indique en particulier « combien serait utile que l'entreprise ne soit plus entièrement soumise à celui qui investit en elle, mais plutôt soumise au regard conjoint de l'ensemble des parties prenantes: employés, usagers, consommateurs, environnement, afin d'éviter les mécanismes de spéculation et de recherche du profit à court terme »¹.

Autre proposition: « créer un nouveau statut, celui de la compagnie, ensemble de compagnons réunissant un capital humain et un capital financier. A côté des autres propriétaires, les "travailleurs propriétaires", à la fois de façon individuelle dans leur propre entreprise et de façon mutualisée par corps de métier, doivent ainsi détenir une part importante du capital, suffisante pour pouvoir peser sur les orientations stratégiques. C'est seulement ainsi que la sortie de crise débouchera sur un système viable ».¹⁰

Le retour du bon sens

« Mais la véritable nouveauté, dans les années qui viennent, sera la redécouverte du bon sens. En économie, cela veut dire: renoncer à la production de masse uniformisée et délocalisée. La réalité va nous y obliger, avec le pic de pétrole qui rendra les transports toujours plus coûteux »². « Il faut localiser l'économie. On ne peut pas continuer dans ce monde absurde qui fait se croiser des porte-conteneurs au milieu des océans avec les mêmes objets qui viennent du Japon vers les États-Unis et des États-Unis vers le Japon. Tout cela participe d'une société du gâchis »³. « On va devoir renouer avec la production équilibrée et l'économie de proximité. Quoi de plus contraire à la théorie néolibérale des années 1990 ? Mais quoi de plus écologique, si l'on prolonge l'effort vers un réajustement de la production pour la ramener aux dimensions de l'homme et à ses véritables besoins, ainsi qu'au respect des ressources limitées de la planète ! »²

Oser la décroissance

« Je n'imagine pas comment aujourd'hui on pourrait être indifférent à la question de fond que soulève l'idée de décroissance. La décroissance commence le jour où je décide que je ne ferai pas installer de piscine privée (même si j'ai l'argent, même si les enfants le réclament) ; le jour où je renonce à me jeter sur le nouveau smartphone alors que mon vieux portable marche encore...»⁶.

Eduquer

« Un changement effectif de mentalité qui pousse chacun à adopter de nouveaux styles de vie, selon lesquels « les éléments qui déterminent les choix de consommation, d'épargne et d'investissement soient la recherche du vrai, du beau et du bon, ainsi que la communion avec les autres hommes pour une croissance commune »¹, devient désormais indispensable. « On doit toujours plus éduquer à construire la paix à partir de choix de grande envergure au niveau personnel, familial, communautaire et politique » (par exemple en privilégiant les « emplois verts », et en faisant travailler des structures de l'économie sociale et solidaire). « Nous sommes tous responsables de la protection et du soin de la création. Selon le principe de subsidiarité, il est important que chacun s'engage à son propre niveau, travaillant afin que soit dépassée la suprématie des intérêts particuliers. Pour cela, une véritable alliance éducative qui implique les familles, l'école, les universités, les institutions, est plus que jamais nécessaire, de façon à éduquer prioritairement les jeunes (car ils sont plus réceptifs) à ne pas gâcher » la nourriture, le papier, l'eau et l'énergie chez soi, apprendre à « consommer engagé », à respecter l'environnement, à toucher du doigt que la sobriété fait du bien à soi-même et aussi aux autres. Et qu'ainsi on devient plus juste !

Redonner sa place à la spiritualité

Enfin, « il y a urgence à prendre en compte la question d'un développement plus durable, moins technique, plus spirituel, et au service de l'homme. De même qu'il existe une pollution atmosphérique qui intoxique l'environnement, de même il existe une pollution du cœur et de l'esprit qui étouffe l'existence spirituelle. Si l'engagement en matière d'écologie est une priorité, il devrait en être de même pour ce qui touche le cœur et l'esprit de l'homme. Le système mondial dysfonctionne parce qu'il a oublié ce qu'est l'homme dans toutes ses dimensions. Pour construire un meilleur système, il faut renouer avec le sens de la condition humaine. Ce sens est transcendant, sinon il n'existe pas. Le développement intégral de l'homme implique une dimension spirituelle au-delà de la croissance d'ordre matériel. Cette transcendance s'exprime dans le message du christianisme, d'où le rôle de l'Église catholique dans le débat mondial. La communauté des croyants peut et veut y participer, mais, pour ce faire, il faut que son rôle public soit reconnu. Il est donc vital de définir une laïcité positive, ouverte, qui, fondée sur une juste autonomie de l'ordre temporel et de l'ordre spirituel, favorise une saine collaboration et un esprit de responsabilité partagée »¹.

L'espérance chrétienne

« Oui, il y a tant de souffrances dans l'humanité et l'égoïsme humain blesse la création de bien des façons. C'est pour cela que l'attente du salut, qui concerne toute la création, est encore plus intense et qu'elle est présente dans le cœur de tous, croyants et incroyants. L'Église indique que la réponse à cette aspiration est le Christ « premier-né par rapport à toute créature, car c'est en lui que tout a été créé dans les cieux et sur la terre ». Que la lumière et la force de Jésus-Christ nous aident à respecter l'écologie humaine, conscients que l'écologie environnementale en trouvera aussi un bénéfice, car le livre de la nature est unique et indivisible ! C'est pourquoi, j'invite tous les croyants à élever leur fervente prière vers Dieu, Créateur tout-puissant et Père miséricordieux, afin qu'au cœur de tout homme et de toute femme soit accueilli et vécu cet appel pressant : « si tu veux construire la paix, protège la création »¹.

« Ainsi souffle déjà ici le parfum d'un temps nouveau, dans lequel le désir de la gloire de l'autre monde est recouvert par un profond amour pour cette terre, sur laquelle nous vivons. L'Église, qui espère la paix pour un "jour à venir", a pour devoir l'amour pour le "maintenant", car le royaume de la paix éternelle croît dans le cœur de ceux qui accomplissent, chaque fois en leur temps, la loi de l'amour du Christ » (Josef Ratzinger).

Sources

¹Benoit XVI, encyclique « Caritas in veritate », 2009.

²Patrice de Plunkett, blog d'un journaliste, <http://plunkett.hautetfort.com>

³Nicolas Hulot, <http://www.fondation-nicolas-hulot.org>

⁴Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001.

⁵François Huguenin, « Résister au libéralisme ».

⁶François Taillandier, écrivain.

⁷Jacques Bichot et Denis Lensel, « Les autoroutes du mal ».

⁸Mgr André Vingt-Trois, archevêque de Paris.

⁹Pascal Picq, chercheur au collège de France.

¹⁰Gérard Lafay, professeur émérite à l'Université Paris II.